

Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG



Soins à deux vitesses

Plusieurs communes de la CUS ne comptent qu'un seul généraliste quand Strasbourg concentre la plupart des spécialistes.

Les éducateurs de Schiltigheim à

Le conseil général envisage de diminuer de moitié ses subventions aux associations de

Si le conseil général maintient sa décision, ça aboutira à des licenciements », affirme Raphaël Nisand, maire PS de Schiltigheim et conseiller général d'opposition. Le conseil général du Bas-Rhin a annoncé sa décision en décembre 2012 : la part de son budget dédiée aux éducateurs de rue passerait de 5 à 2,5 millions d'euros en 2014. Les municipalités sont appelées à prendre en charge l'autre moitié. Raphaël Nisand soutient qu'il ne payera pas.

Eduquer par la confiance

La Jeep (Jeunes équipes d'éducation populaire) est la seule association de la commune à agir dans ce domaine. Sur les 4 300 habitants du quartier des Ecrivains, un tiers a moins de 20 ans. « On fait un travail de rue, explique Christian Grosse, le plus ancien des six éducateurs de l'équipe. L'idée est de saisir les jeunes dans leur environnement. » Des projets sont proposés aux 10 - 25 ans : sorties à la piscine, petits déjeuners entre parents, ou grands



© Gaëlle Henry/Cuej

projets, comme le festival d'Avignon pour six jeunes filles désireuses de découvrir le théâtre. « On est de vrais bricoleurs. Quand un jeune frappe à la porte, il peut bien dire "Il me faut un CV. Je veux trouver un boulot. J'ai rendez-vous dans une heure avec une agence d'intérim !" On agit en fonction

■ **Trois éducateurs de la Jeep : Christian Grosse, Jacques Balles et Alexandre Dulhoste.**

de la situation. » Jacques Balles, éducateur depuis quinze ans, défend la relation qu'il tisse avec les jeunes pour les aider à devenir autonomes. « Le but, c'est qu'ils nous fassent confiance, pour qu'ils puissent faire confiance à d'autres adultes après », renchérit Alexandre Dulhoste, dernier

Reichstett : moins de gens, moins d'

Par souci d'économies, la seule ville de la CUS à perdre des habitants les incite à nettoyer

Je ne vais pas envoyer un agent pour nettoyer les trottoirs, il nous faut réduire les frais », explique Georges Schuler, maire UMP de la commune. La baisse de la population oblige la municipalité à faire des économies. La ville, aujourd'hui peuplée de 4 000 personnes selon la mairie, a perdu 900 habitants depuis 2007. Une exception dans la Communauté urbaine de Strasbourg, où les autres communes ont une population stable ou en hausse. Conséquence, la population vieillit.

Au club de handball, on s'inquiète de ce fléchissement : « Cette année il nous manque des bénévoles pour diriger l'équipe masculine », se plaint Denis Stiegler, dirigeant du club. Cette situation se répercute sur les

73 %
c'est la part des propriétaires à Reichstett

finances de Reichstett : les dotations de l'Etat aux communes sont proportionnelles à la population. De 65 euros par personne pour une commune de 500 habitants à 130 euros pour une ville de 200 000 personnes.

Réduire les dépenses

« L'année dernière, nous n'avons pas remplacé le seul policier municipal parti à la retraite, explique le maire. Et nous réfléchissons à sous-traiter quelques tâches comme le nettoyage de bâtiments communaux. Payer une entreprise privée quelques heures par semaine coûte moins cher que de s'offrir un salarié à l'année. La part du budget dédiée à la masse salariale à Reichstett est proche des 60 %, bien au dessus de la moyenne nationale (50,4 % dans

les communes de même taille selon le ministère des Finances, ndr). Mais nous ne sommes pas une entreprise privée, nous ne pouvons pas licencier économiquement ou mettre en place du chômage technique. »

Aux problèmes salariaux s'ajoute le besoin de mise aux normes handicapés des bâtiments publics pour fin 2014. « C'est un investissement difficile, un ascenseur coûte entre 60 et 70 000 euros, c'est beaucoup. » La commune n'ayant pas les moyens d'investir sans recourir à un prêt, les terrains de l'ancienne station d'épuration ont été vendus à l'entreprise Eberle de Reichstett : « Depuis l'achat du terrain, on a pu embaucher quatre personnes et on espère en employer plusieurs lorsque nous aurons le nouveau

la rue ?

prévention spécialisée.

arrivé dans l'équipe et membre du collectif constitué par les éducateurs du Bas-Rhin pour défendre la prévention spécialisée.

Sauver le social

« Le risque des restrictions budgétaires, c'est de dénaturer notre travail. Ça deviendrait un service comme un autre du conseil général. » Un service qui serait alors soumis à des contraintes de rentabilité. « Il faudrait faire des choix, poursuit Alexandre Dulhoste. Rien que pour la présence dehors, est-ce qu'on nous laissera encore le temps de discuter avec eux ? » Tant que les négociations se poursuivent, le maire Raphaël Nisand campe sur sa position : « C'est une véritable escroquerie. Le conseil général a décidé de raboter le social. La mairie ne peut pas être sur tous les terrains. » Jusqu'à maintenant, la prévention spécialisée relevait de l'entière compétence des départements, dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

Lucie Debiolles

'argent

eux-mêmes leurs trottoirs.

bâtiment en octobre », annonce Nicolas Eberle, le directeur général. Grâce à cette vente, la commune a empoché 1,8 million d'euros qui lui permet de mettre aux normes les bâtiments.

Construire pour repeupler

Mais cette solution n'est pas durable, la commune doit impérativement gagner des habitants. La tendance devrait s'inverser, une zone d'aménagement concerté va voir le jour. La consultation publique s'est déroulée début avril. « Cette ZAC va apporter 450 logements fin 2014, dont 30 % de logements sociaux. On pourra ainsi collecter plus de taxes et les dotations devraient remonter », espère le maire.

Patxi Berhouet

Des riverains tombent de haut à Bischheim

Contrairement à ses promesses, la mairie soutient un projet immobilier privé, tout en hauteur.

432 logements vont être construits dans les quartiers du Guirbaden et du Valois

Au Guirbaden, les habitants attendent avec impatience la reconversion de la friche de Métausel en 292 logements et huit bâtiments. De l'autre côté de la rue de la Robertsau, la colère gronde. Il y a un an, les riverains découvraient le projet de lotissement « les Villages d'Alsace » : quatre immeubles et 140 logements, en lieu et place de l'ancienne auberge du Valois, détruite en 2001. A l'époque, la Ville avait acheté le terrain pour 123 000 euros, en prévision de la future médiathèque intercommunale Bischheim-Schiltigheim-Hoenheim. La médiathèque se réalisant finalement à Schiltigheim, le maire André Klein-Mosser (UMP) avait réaffirmé lors du conseil municipal de février 2012 sa

volonté de conserver ce terrain pour des équipements publics. Mais en juin 2012, le bulletin municipal annonce la nouvelle affectation du site, qui sera vendu au promoteur privé strasbourgeois Stradim. Le montant de la promesse de vente oscille entre 2,8 millions et 3,15 millions d'euros hors taxes, selon qu'il y ait ou non des logements destinés à l'accession sociale sécurisée. En réaction, des habitants créent l'association Le Valois reste vert. Derniers actes en date : deux recours gracieux contre le permis de construire et la modification du plan d'occupation des sols (POS) ont été déposés le 4 avril et le 14 mai. Présidée par Marie-Françoise Lambert, l'association compte 71 membres. Plus que de lutter contre la construction d'un habitat, ils souhaitent avant tout le respect de l'aire de verdure qui existe aujourd'hui et des promesses faites par la mairie lors de l'acquisition du terrain. Ils s'inquiètent « de la surdensification du quartier, dans lequel la circulation est déjà souvent très difficile ». Avec 140 logements, environ 200 véhicules de plus sont à prévoir dans le quartier. Pour Fabien Weiss, adjoint au maire chargé de l'urbanisme, « faire autrement n'est pas possible. On pourrait décider de construire cinq ou six pavillons de luxe, mais personne ne pourrait payer. » L'élu estime que des établissements publics supplémentaires ne sont pas nécessaires, car « Ce quartier se trouve au cœur d'un bassin de vie : il y a le tram, des établissements scolaires de la maternelle au lycée, des commerces. » Pour les espaces verts, il restera le parc à l'est du canal.

La hauteur des bâtiments envisagés pose aussi problème. Alors que la conclusion de l'enquête publique réalisée en août 2012 préconisait des immeubles de maximum trois étages, le POS a été modifié en décembre 2012 afin d'autoriser des constructions de plus de cinq étages.

Pétitions non suivies

Plusieurs pétitions ont circulé, celle du Valois reste vert rassemble 200 signatures. Fabien Weiss ne comprend pas : « On a déjà reçu les gens en septembre, il n'est plus nécessaire de les recevoir avant que le projet n'ait avancé. » Sauf que le permis de construire a, en attendant, bel et bien été accordé, et que l'association nie avoir obtenu un rendez-vous. La mairie a deux mois pour donner suite aux recours des riverains. Autrement, c'est « devant le tribunal administratif » que pense aller Thomas Herin, porte-parole de l'association.

Margaux Velikonja



© Google/Cuej

■ Les quartiers du Valois et du Guirbaden, à l'est du canal de la Marne au Rhin.

En réaction, des habitants créent l'association Le Valois reste vert. Derniers actes en date : deux recours gracieux contre le permis de construire et la modification du plan d'occupation des sols (POS) ont été déposés le 4 avril et le 14 mai. Présidée par Marie-Françoise Lambert,

Rotterdam se refait une beauté

En juin, les locataires en sauront plus sur le projet de rénovation et les nouvelles constructions. Il y a soixante ans, la cité Rotterdam était un modèle de modernité.

Au cœur du quartier des XV à l'est de Strasbourg, la cité Rotterdam va être réhabilitée et agrandie. Pour la deuxième fois en soixante ans, 700 des 850 logements sociaux vont être rénovés. Le bailleur social gestionnaire refuse pour l'instant d'en révéler mes détails avant d'en avoir informé directement les 2 000 locataires. Les premières réunions sont prévues début juin.

Construit dans l'urgence et à faible coût en 1953, le grand ensemble souffre d'une mauvaise isolation sonore et de mauvais réglages de chauffage. Des robinets thermostatiques et des compteurs individuels seront installés à la fin de l'année. Viendront ensuite les travaux d'isolation des façades et le remplacement des portes. Géraldine Cognée, membre du conseil de quartier, satisfaite du projet, pointe malgré tout le risque d'augmentation des loyers de la part de CUS Habitat.

Une cité construite en seize mois

Attendant au parc de la cité, le projet immobilier Lecourbe-Rotterdam prévoit, quant à lui, 230 logements supplémentaires, dont 30 % de logements sociaux. La première phase du projet doit démarrer en 2014. Au milieu du XX^e siècle, la cité Rotterdam répondait au besoin urgent de reloger la population strasbourgeoise. 8 000 personnes étaient alors hé-



bergées à Kehl, encore rattachée à Strasbourg après-guerre. Suite à un concours lancé par l'Etat, 850 logements sont érigés en un temps record de seize mois. Comme le constate le pharmacien de la cité, Alain Boetsch,



© Julia Ganansia / Cuej

« c'était du provisoire, mais comme d'habitude, c'est le provisoire qui dure ». Géraldine Cognée et son mari sont arrivés en 1977. Ils habitent un immeuble occupé par quatre familles, donnant sur un jardin privatif. A l'époque, ces immeubles de deux à quatorze étages représentaient la modernité : appartements lumineux et spacieux avec chauffage au sol, électricité et gazinière.

Edith, arrivée avec les premiers locataires le 22 mars 1953 et aujourd'hui vice-présidente du club du troisième âge du quartier, raconte : « La cité, c'était le confort. Au début, c'étaient des douaniers, des policiers, des médecins, des instituteurs. Après 1962, sont arrivés les pieds-noirs. Ça

n'a rien changé. A l'époque, il n'y avait pas d'associations et pourtant, les gens se voyaient plus. Ils se connaissaient déjà, depuis Kehl. Les messieurs surtout se retrouvaient pour parler de la guerre. Le parc n'est venu que bien

Parcs et écoles au milieu des immeubles donnent vie à ce quartier pourtant vieilli.

après, c'était d'abord un terrain vague puis une allée de peupliers. »

A y regarder de plus près, le temps a fait son œuvre sur la cité. Les façades sont ternes, les cages d'escalier ne sentent pas toujours bon et les concierges ont disparu. Pourtant, les habitants croisés à la sortie de l'école aiment leur quartier. Maria, arrivée de Pologne il y a trois ans, apprécie les sections internationales de l'établissement scolaire.

1953

c'est l'année de construction de la cité Rotterdam

230

nouveaux logements vont être construits en 2014

« C'est comme une famille »

Asma habite ici depuis 1998 : « Tout est proche, il y a beaucoup d'espaces verts et l'école crée de bonnes relations de voisinage. » Katia, locataire depuis six ans, déplore seulement le manque d'activités pour adultes ou tout-petits. Et Géraldine Cognée d'ajouter : « Les gens qui sont nés dans la cité ne veulent pas partir, c'est comme une famille. » C'est bien cette idée qui a résisté au temps : un espace de vie organisé pour qu'on s'y sente bien. Les immeubles de la cité Rotterdam entourent les écoles maternelle et élémentaire ainsi que le parc, symbole d'un œil bienveillant des parents sur leurs enfants.

**Julia Ganansia
Gwladys Porracchia**

Les municipales en 140 signes

A dix mois du scrutin, les politiques peaufinent leur communication sur les réseaux sociaux. Les passe d'armes sur Facebook et Twitter se multiplient.

Un regard sur la salle et l'autre sur le téléphone. Statuts, likes, tweets, les séances du conseil municipal sont retranscrites en direct sur les réseaux sociaux par les élus eux-mêmes. Une pratique de plus en plus courante sur la toile politique.

Ce jour-là, le conseil conjoint Strasbourg-Kehl discute de l'extension de la ligne de tram transfrontalière. Alain Jund, adjoint au maire Europe Ecologie-Les Verts (EELV), critique en direct sur son compte Facebook les opposants au projet. Visés : les élus UMP Fabienne Keller, ancienne maire de Strasbourg, et Robert Grossman « ancien président de la CUS ».

« Je rédige mes statuts »

Ce dernier, habitué de l'attaque, répondra de manière ironique dans les commentaires Facebook : « *Pas une séance où l'excellent et pacifique M. Jund n'ait pas fait la leçon à tout le monde. Le Vrai c'est lui. Le Juste c'est lui. Et il faut qu'il l'assène dommage.* » Alain Jund ne donnera pas suite à cette invective. Les réseaux sociaux seront des armes précieuses dans la campagne des municipales. La plupart des élus ont lancé leurs

comptes Facebook et leurs sites internet lors de la précédente élection municipale de 2008. « *On a mené une campagne 2.0 avec un site participatif et une plateforme virtuelle, Second Life*, explique Eric Schultz (EELV), co-président du groupe Ecologiste et citoyen de Strasbourg. *On n'avait aucune idée de l'impact que ça allait avoir sur le résultat des élections !* »



■ **Tweet d'A.-P. Richardot, le 17 mai.**

Pour les municipales de 2014, les politiques strasbourgeois ont désormais une meilleure pratique de l'outil numérique. Fabienne Keller, qui a ouvert sa page Facebook il y a quatre ans, est très active sur la Toile. « *A 95 %, c'est moi qui rédige mes statuts Facebook ou Twitter. Mais il m'arrive de demander l'avis de mes assistants qui, une fois sur cinq, reformulent mon statut.* » Les comptes du maire de

Strasbourg, Roland Ries (PS), sont en revanche gérés par des assistants. Récemment réactualisée, sa page Facebook est aujourd'hui un véritable agenda numérique sur laquelle est postée chaque jour une nouvelle actualité et ce sur tous les sujets de la vie quotidienne. Le 16 mai, on y lisait : « *Hier la SIG s'est à nouveau imposée face à Dijon 75 à 66. Bravo aux hommes de Vincent Collet ! En route pour les 1/2 finales !* » Eric Schultz, de son côté, mise beaucoup sur les réseaux pour exister face aux grands partis : « *Contrairement au PS qui sait comment relayer l'information par ses militants, nous, on dépend du bon vouloir de nos sympathisants. Je suis parfois obligé de demander à mes relations de "retwitter" ou de "liker" des informations que je publie.* »

« Je compte sur mes colistiers »

Au FN, André Kornmann, tête de liste à Strasbourg, affirme ne pas être intéressé par les réseaux sociaux : « *Je n'ai ni Twitter, ni Facebook* ». Pourtant le candidat frontiste se rend bien compte de l'importance qu'ils ont pris : « *Si moi je n'y suis pas, il est évident que je compte sur mes colistiers pour être actifs sur le web.* »

De même, l'adjointe au maire, Anne-Pernelle Richardot (PS), prédit que « *plus aucune campagne ne pourra se passer de spécialistes de la Toile* ». Très active sur les réseaux, cette élue les utilise pour affirmer ses positions politiques. « *Le 25/05 mob nationale pour le #droitdevote des résidents étrangers aux élections locales à l'appel du @cofracir #dnainfos #STRASBOURG.* »

Pour autant, les stratégies électorales sur le net ne sont pas l'assurance de succès électoraux. Pour Eric Schultz, « *l'exemple du référendum sur le Conseil unique d'Alsace en est la preuve. Avec une présence majeure des partisans du oui sur le web et un refus à l'arrivée.* »

Thomas Arrighi
Gabriel Nedelec

Elections municipales 2014

Premier tour :
2 mars
Deuxième tour :
16 mars

5 015

followers sur
Twitter de
Fabienne Keller
(UMP)*

1 992

followers sur
Twitter de
Roland Ries (PS)*

439

followers sur
Twitter de
François Loos
(UDI)*

*Au 23 mai 2013



Guerre des clichés chez les explora

Visiter et photographier des lieux abandonnés. Le phénomène oppose les précurseurs

Pénétrer dans un pensionnat d'époque et prendre en photo les vieux portraits jonchant le sol. Rentrer dans une centrale thermique détruite du Port du Rhin et saisir en image les poutres métalliques tordues par la chaleur. C'est de l'exploration urbaine. Pour les puristes, cette pratique est ambivalente. Elle doit combiner une démarche esthétique à un intérêt historique. « Ces lieux racontent des histoires personnelles, mais aussi collectives de la région, les usines fermées témoignent d'une époque industrielle qui est en train de disparaître », explique Yves Marrocchi, chercheur au CNRS en cosmochimie et géochimie, amateur de photos d'exploration depuis neuf ans.

Un phénomène à la mode

Ne prendre que des photos, ne pas laisser plus de traces que celle d'un pas. C'est la règle des explorateurs urbains et des urbex, contraction de l'anglais *urban explorer*. Une dénomination à la française, l'autre à l'anglaise, la scission se fait déjà là. Deux noms différents pour deux visions. Leur vocabulaire aussi diffère, les premiers arrivés disent visiter des lieux, les plus jeunes parlent de parcourir des « spots ». Ils ne se rassemblent que sur une seule valeur : la discrétion. Un milieu qui veut rester en marge, les noms

des lieux ne sont pas donnés, les explorateurs prennent des surnoms.

« Beaucoup d'urbexeurs strasbourgeois se sont lancés par effet de mode, sans réellement comprendre la démarche d'origine, se plaint un autre explorateur qui préfère rester anonyme. Et c'est surtout par rapport à ces personnes que les puristes font désormais la différence entre urbex, le terme à la mode, et exploration urbaine. Ils n'ont aucun intérêt pour le patrimoine, ne font aucune recherche approfondie sur l'histoire des lieux, ils sont venus à l'exploration juste parce qu'ils trouvent que c'est cool d'aller dans des endroits désertés. »

« Des lieux abandonnés qui ne le sont plus »

Les vieux de la vieille, ceux qui ont connu l'époque de l'argentique, ne se satisfont pas de l'évolution que prend le mouvement. « Il n'y a plus d'éthique aujourd'hui, j'ai vu des endroits où les gens font de la mise en scène, se plaint Yves Marrocchi. Certains vont dans des vieilles bâtisses avec des draps, ils les mettent sur le lit pour faire comme si la maison avait été abandonnée à la hâte. »

Kevin*, trentenaire alsacien, animateur d'un site web dédié à l'exploration, s'y est mis depuis trois ans, attiré par la photo : « Je parcours un peu le lieu pour m'en

■ « Exploration urbaine de deux Strasbourgeois. Après avoir parcouru les sites de la CUS, ils ont ouvert leur champ d'exploration à l'Allemagne. Ici, un hôpital soviétique d'ex-RDA. »



teurs urbains

aux nouveaux venus.

imprégner avant de sortir mon appareil. L'idéal est de pouvoir revenir plusieurs fois sur place, mais quand les spots se trouvent à plus de trois ou quatre heures de route, ce n'est pas toujours possible. »

D'une culture alternative, presque confidentielle, l'urbex est maintenant devenu une activité dans le vent, avec ses problèmes. « *C'est une vraie sous-culture, on a fini par tomber dans les mêmes travers que le tourisme. Tous veulent aller dans les lieux abandonnés, mais ils ne le sont plus. Ça a pris une telle ampleur que ces sites sont pillés par des brocanteurs, puis arrivent les tagueurs* », se désole Raphaël*, photographe et explorateur strasbourgeois, proche de la quarantaine.

On dénombre aujourd'hui au moins une quinzaine de blogs ou de pages Facebook consacrés à l'exploration urbaine à Strasbourg. « *Je connais une douzaine d'explorateurs actifs réputés dans le milieu*, comptabilise Kevin. *Bien plus nombreux sont les "débutants" qui aimeraient se lancer et me contactent via le site en demandant l'emplacement des spots. En tout, je dirais une soixantaine, probablement plus.* »

« *Finale*ment, c'est internet qui a accéléré le phénomène, explique Henri*, qui accompagne souvent Raphaël. *Les nouveaux explorateurs sont des pseudos stars du web, ils prennent des photos pour les afficher en ligne. Bien sûr, ils cachent le nom du lieu, mais ils se filent les adresses entre eux* ». Les urbex strasbourgeois ont leurs lieux de prédilection. On retrouve presque les mêmes photos partout : le piano empoussiéré dans un vieux manoir, les couloirs vides d'un hôpital fermé... Sur certaines photos, on voit que les explorateurs se laissent même des petits mots sur place, d'autres signent les lieux de leur nom.

« Une place au soleil »

Pour Kevin, au contraire, le nombre de sites web urbex n'est pas exagéré. Le rêve de sortir des photos inédites est encore permis : « *Il y a encore des opportunités pour se faire une place au soleil. J'entends par là qu'il est toujours possible de faire des clichés qui ne sont pas vus et revus.* »

« *Ils affichent leurs trophées sur Facebook, comme des cartes pokémon*, dénonce Raphaël, *ça n'a plus aucun sens. C'est de l'hyperconsommation, on n'est plus dans l'alternative. Dans cinq ans, on aura lessivé ce patrimoine.* » Lui met moins de photos en ligne, il préfère réaliser des reportages photos pour des magazines, partir des ruines pour raconter des histoires.

« *Je pense qu'on est sur la fin*, résume Henri. *L'érosion des bâtiments est croissante.* » C'est sans doute la fin de l'exploration telle qu'il voudrait qu'elle soit. Sur internet, le phénomène continue de progresser. « *On peut juste avoir un élargissement de nouveaux lieux à explorer en raison de la crise, si des usines ferment, ou sinon, il faudra ouvrir le champ d'exploration aux pays d'Europe de l'Est.* »

Patxi Berhouet

*Les prénoms ont été modifiés

Urbex

est la contraction de l'anglais *urban explorer*

Discrétion

les urbex ne donnent jamais les noms des lieux qu'ils photographient

« Faites du music-hall »

Deux affaires de vol de coffres-forts ont occupé la justice strasbourgeoise la semaine du 20 mai.

« *Monsieur M. a une vraie vocation comique* », s'exclame le procureur Jean-François Assal, avant d'ajouter à l'adresse du prévenu : « *Faites du music-hall !* » Arnaud M. comparait devant le tribunal correctionnel pour une série de vols dans les hôtels du centre-ville de Strasbourg. Arrêté deux jours plus tôt, à 5h du matin, rue de Zurich, en possession d'un coffre-fort et d'un tournevis, le jeune homme de 23 ans explique posément au président François Wendling avoir trouvé la précieuse cassette sous un pont, non loin de la Petite France. Au moment de son interpellation, poursuit-il avec aplomb, il était à la recherche d'un hôtel pour « *prendre une décision après une bonne nuit de sommeil* ». Un léger rire parcourt la salle bien remplie ce jour-là, le prévenu concède : « *C'est difficile à croire.* » D'autant plus ardu que le jeune homme apparaît sur les vidéos de surveillance de deux autres hôtels, visités le même soir et la nuit du 7 mai. Imperturbable, Arnaud M. affirme ne pas se reconnaître.

« *Niet.* » Devant la cour d'assises, Sergueï D. conteste lui aussi. Accusé de vol avec arme, il refuse la version des faits énoncée par la partie civile. Accompagné d'un complice aujourd'hui décédé, l'homme de 38 ans d'origine biélorusse a tenté, en février 2006, de dérober le coffre-fort de la station Total située route de Schirmeck à Strasbourg. L'accusé était muni d'un Taser et son complice d'un pistolet à cartouche à gaz lacrymogène. « *Ils m'ont transporté en disant "coffre, coffre", raconte Gilbert C., gérant de la station. Il n'y a pas eu de phrases : l'obsession, c'était le coffre.* » La victime affirme avoir reçu des décharges électriques avant de prendre plusieurs coups de crosse au visage.

« *Monsieur D. n'a qu'une envie : retourner auprès des siens en Biélorussie* », a plaidé l'avocat de la défense, avant de demander à la cour de « *lui permettre de le faire le plus tôt possible* ». Verdict : six ans d'emprisonnement et une interdiction de territoire français de cinq ans. Arnaud M. a, quant à lui, été condamné par le tribunal correctionnel à quinze mois de détention ferme.

Martin Roux



S'envoyer en l'air au sens street

Backside, 360 degrés, ollie, flip... Les 18 et 19 mai au skatepark de la Rotonde environ 20 000 visiteurs étaient présents pour assister au NL Contest. Le samedi, les jeunes, venus en bandes, se pressent le long des rampes. Jeans troués et casquettes sont de rigueur. Le dimanche, les initiés laissent place aux familles. Dans le park, les riders, casques customisés et tatouages sur les bras, plaisantent et s'encouragent, avant d'enchaîner les figures. Lancée en 2006 par l'association Nouvelle ligne, composée de riders professionnels, la manifestation regroupe 350 compétiteurs venus de plusieurs pays d'Europe, qui s'affrontent en BMX,

skateboard, roller ou même en trottinette. « *Nous venons tous du milieu du roller. On a eu la chance de voyager à l'international quand on avait 18-19 ans, et on a vraiment l'amour de notre ville. C'est pour ça qu'on a voulu créer un événement comme celui-ci à Strasbourg* », explique Julien Lafarge, organisateur de la compétition. Au delà, le NL Contest cherche également à promouvoir les cultures urbaines. Tandis que des graffeurs taguent les murs, des jeunes escaladent des palettes vides avec leur monocycle ou s'entraînent au VTT trial sur des monticules de terre.

Camille Guttin

**Photos : Aurélie Albert
Renaud Toussaint**





Accès aux soins : des quar

Plusieurs zones de la CUS manquent de médecins, créant des disparités tenaces. Pour y remédier, l'expérience de la Maison de santé du Neuhof est en passe d'être renouvelée dans d'autres quartiers de l'agglomération.

A Strasbourg et dans la CUS, il n'y a pas de problème de désert médical. » Jean-Marie Letzelter, président de l'ordre des médecins du Bas-Rhin, en est persuadé. Pourtant, en considérant chaque commune de la CUS séparément, plusieurs d'entre elles sont en dessous du seuil que le ministère de la Santé utilise pour définir un désert médical : moins d'un médecin généraliste pour 917 habitants. A Strasbourg, deux quartiers affichent aussi un manque important de généralistes : Hautepierre, Koenigshoffen-Montagne Verte-Elsau (voir infographie page 12). Secteur le plus touché par la désertification : la médecine générale. « Dans les quartiers où la demande de soins est importante, l'offre de médecins n'est pas proportionnelle », explique Alexandre Feltz, chargé de la santé à la CUS et médecin généraliste de formation. En janvier 2012, l'Agence régionale de santé publie un



■ Plus d'une vingtaine de patients du quartier bénéficie de la Maison de santé du Neuhof chaque matinée.

56 %
des spécialistes
sont en
secteur 2
à Strasbourg

69 %
des
ophtalmologistes
sont
en secteur 2
à Strasbourg.
Il s'agit du taux
le plus fort

rapport : les premières victimes de ces disparités sont les jeunes, les personnes âgées isolées ou en situation de précarité et d'exclusion (sans domicile fixe, familles monoparentales, handicapés, etc.). « Il y a ce qu'on appelle un syndrome de l'offre de soins inversée : plus on est pauvre et plus on a besoin de soins », précise Alexandre Feltz.

Manque de spécialistes

Si des inégalités d'accès aux généralistes existent dans des villes de la CUS, la répartition des spécialistes pose aussi problème à Strasbourg. C'est notamment le cas pour les ophtalmologistes, essentiellement concentrés à proximité de la place

Kléber. Leurs carnets de rendez-vous sont pleins et les temps d'attente pour une consultation varient entre une semaine et sept mois. Quant aux tarifs, ils dépassent souvent les 28 euros de base (la majorité des ophtalmologistes de la CUS sont en secteur 2). « Les médecins ophtalmologues se sont mis à faire des choses qu'ils ne devraient pas faire, relève Alexandre Feltz. Ils ne devraient pas s'occuper des lunettes par exemple, un opticien pourrait le faire. Il faut définir ce qui est de l'ordre des médecins ou pas. »

Le coût des consultations, voilà le cœur du problème de l'accessibilité aux soins pour Claire Dumas, médecin généraliste à la Maison de santé

tiers en souffrance



© Gabriel Médélec/Curej

une Maison de santé par quartier avec des professionnels de premiers secours, déclare Alexandre Feltz. Des projets sont en cours. Au Port-du-Rhin dans deux ans, à HautePierre dans un an environ et à Cronembourg où il faudrait rénover.»

Ces chantiers font écho au succès que rencontre la Maison de santé du Neuhof mise en place en 2011 par la CUS pour lutter contre l'accès inégal aux médecins du quartier.

Travail collectif contre l'isolement

Au premier étage : les patients peuvent trouver des infirmières, des kinésithérapeutes, des conseillères conjugales, des psychologues ou un laboratoire d'analyses. Au deuxième, travaillent cinq généralistes accompagnés de quelques internes. Ils accueillent une vingtaine de patients en une demi-journée.

« Il y a toujours un médecin qui s'occupe des rendez-vous et un autre libre pour les gens qui viennent sans rendez-vous », détaille Sophie Duclos, la coordinatrice. Les consultations sont plus longues parce que, parfois, on doit faire appel à des interprètes.»

« C'est un quartier difficile et la santé n'est pas une priorité pour les personnes qui consultent », constate Sophie Duclos. La distance entre

les médecins et leurs patients est réduite et leur suivi est mieux encadré, comme l'ajoute Elisabeth Kieny, assistante sociale à la Maison de santé : « Il y a un relais entre médecins et un partage d'informations, une réflexion commune qui permet d'avancer dans le soin ainsi qu'une passerelle avec les spécialistes. »

Une initiative qui réjouit également les habitants du quartier. « On n'a pas besoin de rendez-vous et il y a beaucoup de médecins. Ils nous connaissent bien, c'est mieux pour discuter. Et il n'y a pas trop d'attente », se satisfait Jacinthe et Jimmy dans la salle d'attente de la Maison de santé.

D'autres patients aimeraient toutefois que leurs médecins soient encore plus accessibles : « Ce serait bien qu'il y ait une autre Maison de santé plus près de chez moi ou que celle-ci ait été construite plus proche du centre. Il y a des personnes qui ne peuvent pas se déplacer jusqu'ici et les généralistes se font rares au Neuhof », se désole Rachel, mère de famille de 32 ans.

Dossier réalisé par :
Aurélie Albert
Quentin Chillou
Loïc Le Clerc
Maxime Mainquet

du Neuhof. « Dans le quartier, il y a beaucoup de monde sans mutuelle et sans CMU [couverture maladie universelle, ndlr], là on doit trouver des spécialistes pour les accueillir. »

Pour faire face à la précarité au niveau des soins, la Maison de santé du Neuhof pratique le tiers-payant et, grâce au régime local alsacien, prend en charge 90 % des consultations et des médicaments. « Donc ça revient à 2,30 euros la consultation, sauf pour ceux qui ont la couverture maladie universelle ou une ALD [affection longue durée, ndlr] qui sont remboursés à 100 % », explique Claire Dumas.

« Pour diminuer les inégalités dans l'accès aux soins, il faut mettre en place

20 euros

montant moyen des dépassements pour les consultations

58 euros

montant moyen des dépassements pour les actes techniques

Les urgences, une solution discount

On vient ici parce que le mercredi notre médecin traitant est fermé », explique une patiente à l'accueil des urgences. Selon Johann, brancardier, au manque de disponibilité des généralistes s'ajoute le problème du coût des soins : « Ici tout est pris en compte à 100 %. »

« Neuf admissions sur dix ne nécessitent pas d'urgences », résume Jean Sibilia, doyen de la faculté de médecine de Strasbourg. Il préconise un premier tri téléphonique des appels au

15 et un second tri à l'entrée de l'hôpital. Pour sa part, Jean-Marie Letzelter, président de l'ordre des médecins du Bas-Rhin, fustige « la course aux financements qui oblige les urgences à accueillir tout le monde, y compris les gens venant pour un mal de tête. » En effet, le ministère de la Santé détermine le budget de l'hôpital selon son activité et les pathologies des patients.

Le docteur Sibilia propose aussi « des Maisons de santé d'urgences devant les hôpitaux, comme à Lille ou à Marseille. »

Où sont les médecins ?

Les territoires de la CUS ne sont pas tous égaux face à l'accès aux soins. S'il n'y a pas à proprement parler de déserts médicaux, certaines zones souffrent d'un déficit de généralistes, et, a fortiori, de spécialistes.

Dans l'idéal, un généraliste peut prendre en charge 1 500 habitants. La majorité des communes de la CUS respecte ce seuil. Cependant, en périphérie, comme à Wolfisheim (2 003 habitants pour un généraliste) ou à Plobsheim (1 993), le nombre d'habitants pour un omnipraticien est élevé. En ville, HautePierre (4 100) est en grave déficit de médecins, quand le quartier République, lui, affiche un taux de 391 habitants pour un médecin.

Les spécialistes sont concentrés dans les quartiers centraux de Strasbourg. Dans la CUS, seules les communes dont dépend un hôpital conservent un nombre conséquent de spécialistes.

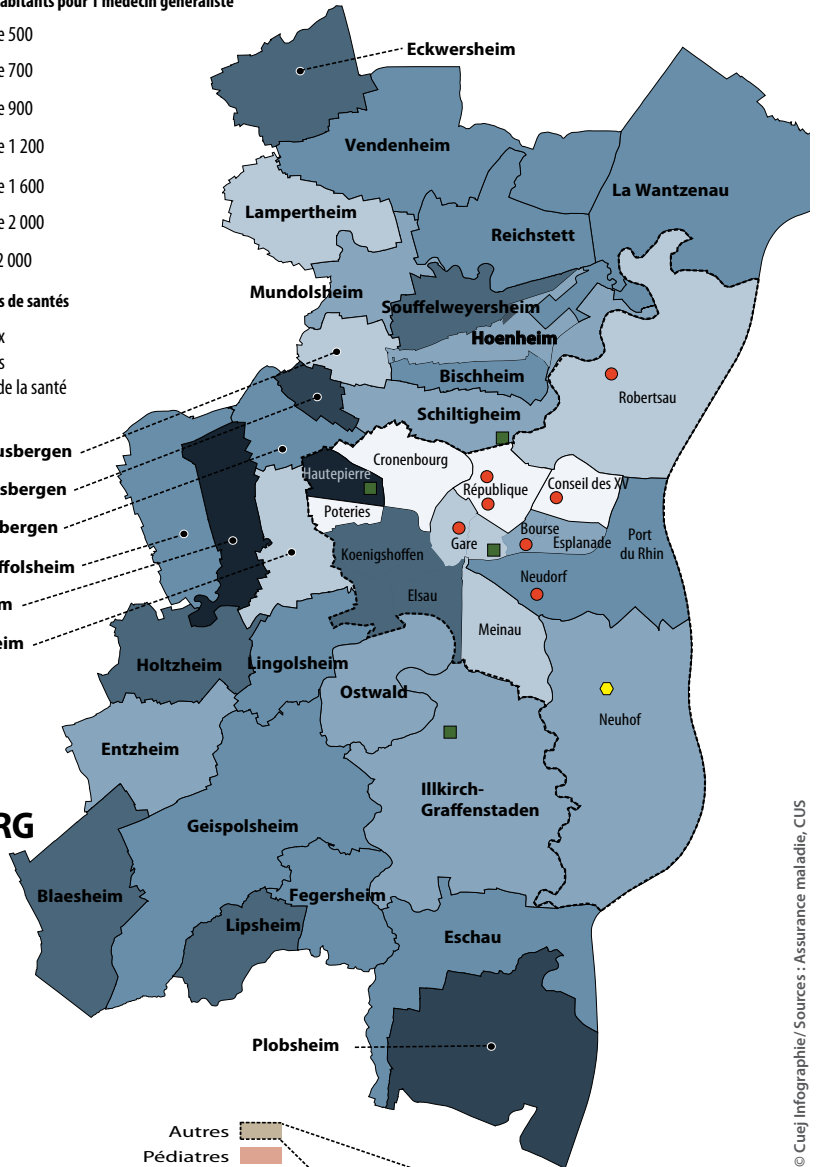
En nombre d'habitants pour 1 médecin généraliste

- Moins de 500
- Moins de 700
- Moins de 900
- Moins de 1 200
- Moins de 1 600
- Moins de 2 000
- Plus de 2 000

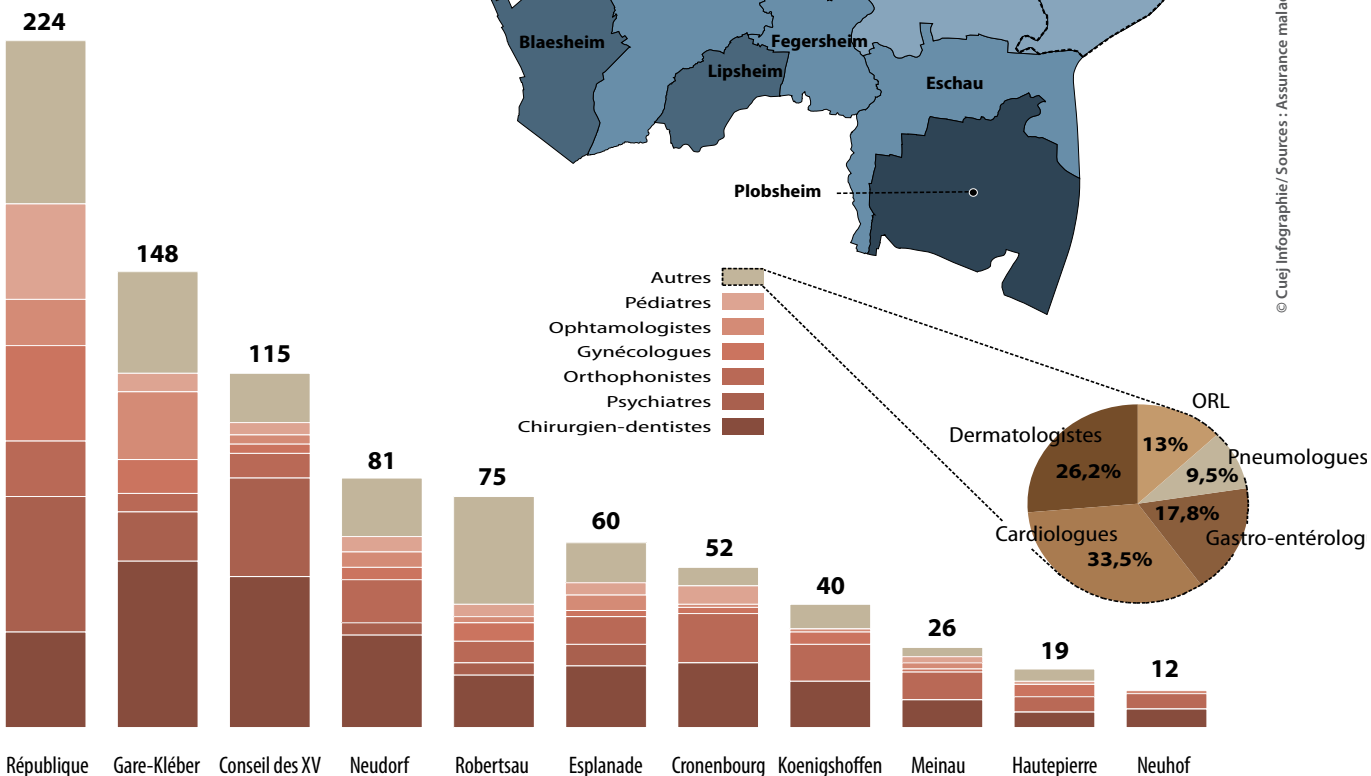
Établissements de santé

- Hôpitaux
- Cliniques
- Maison de la santé

- Niederhausbergen
- Mittelhausbergen
- Oberhausbergen
- Obershaeffolsheim
- Wolfisheim
- Eckbolsheim



LES SPECIALISTES A STRASBOURG



Les généralistes ne veulent plus opérer seuls

Face au difficile renouvellement des postes de généralistes, les futurs médecins privilégient des cabinets collectifs.

■ **Laure Lacan**, étudiante en cinquième année à Strasbourg, s'oriente vers la médecine générale.



© Renaud Toussaint / CUEJ

50 % des étudiants en médecine choisissent la spécialité généraliste à Strasbourg

1 200 euros C'est le montant mensuel de la bourse pour inciter les jeunes médecins à s'installer en zone prioritaire

Son ne peut pas véritablement parler de déficit de médecins généralistes dans la Communauté urbaine de Strasbourg, le remplacement des départs en retraite pose de plus en plus de problèmes et participe à l'augmentation des inégalités territoriales. « Dans les campagnes et dans les villes, plus de 50 % des médecins généralistes travaillent seuls, constate Alexandre Feltz, chargé de la santé à la CUS. Le problème aujourd'hui c'est qu'ils ne sont pas remplacés. » Les contraintes administratives et la solitude devant le diagnostic sont les principales causes de ce qu'Alexandre Feltz appelle le « choc des générations ».

Le regroupement comme solution
Pour inciter les étudiants à s'installer dans les zones prioritaires, le ministère de la Santé a mis en place le contrat d'engagement de service public. Jean Sibilila, doyen de la faculté de médecine de Strasbourg explique que les étudiants « peuvent bénéficier d'une bourse à partir de la troisième année, à hauteur de 1200 euros mensuels, qui

les oblige après leurs études à s'installer pendant deux ou trois ans dans ces zones. » Le dispositif, créé en 2010, apporte une aide à 400 futurs médecins en France. Pourtant, à Strasbourg, seulement trois étudiants par an demandent cette aide. Un échec dû notamment aux hauts revenus de leurs parents et à la longueur de leurs études.

Pour beaucoup, la solution serait le travail en groupe, bénéfique à la fois pour les médecins et les patients. « Plutôt que d'obliger les jeunes médecins à s'installer dans des déserts, il faut leur donner les moyens de se regrouper », souligne Laure Lacan, étudiante en cinquième année à la faculté de médecine de Strasbourg.

En septembre 2012, 24 médecins généralistes de toute la France proposent la création d'un millier de Maisons de santé pluridisciplinaires, qui se verraient attribuer le statut universitaire. Elles pourraient accueillir des externes, des internes et des chefs de clinique. Les médecins seniors iraient s'y installer et enseigner aux étudiants. « Cela allierait soins en

groupe, recherche et enseignement », continue Laure Lacan.

Minimiser les contraintes

Les attentes des futurs médecins généralistes ont évolué par rapport à celles de leurs aînés. « Je ne suis pas opposée à faire des remplacements seule dans un cabinet, mais le mieux serait de travailler dans une Maison de santé. Il y a une ambiance de travail et des collègues en cas de problème », explique Laure Lacan.

Près de la moitié des quelque 200 étudiants de sixième année choisissent la médecine générale. Les uns par conviction. Les autres par peur de se retrouver dans une spécialité qu'ils n'auraient pas choisie, à l'issue de l'examen de sixième année.

« Les nouvelles générations n'ont plus le feu sacré, constate Jean-Marie Letzelter, président de l'ordre des médecins du Bas-Rhin. Ils ne veulent plus travailler au-delà de 35 heures par semaine. C'est 8h-17h, donc ils n'acceptent plus les appels hors horaires et font de moins en moins de déplacements. »

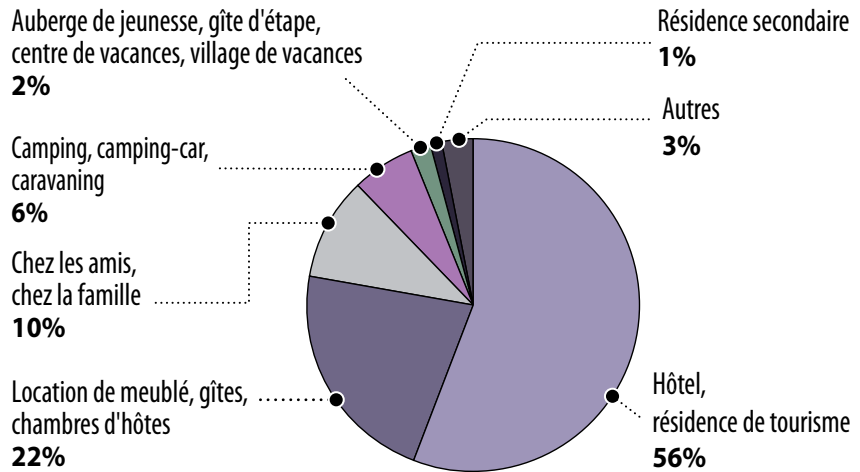
3,1 millions de touristes...

Huitième ville touristique de France, le chef-lieu du Bas-Rhin a accueilli 3,1 millions de touristes en 2012. Première préoccupation : les visites. 76% des touristes viennent avant tout pour profiter de la ville. 72% d'entre eux précisent être attirés par la gastronomie de la région, tandis que 51% pensent d'abord aux achats de souvenirs. Si moins d'un tiers des touristes restent plus de deux jours, on constate des dépenses financières plus importantes des visiteurs étrangers qui dépensent en moyenne 75 euros (par jour et par personne), principalement dans l'hébergement et la gastronomie.

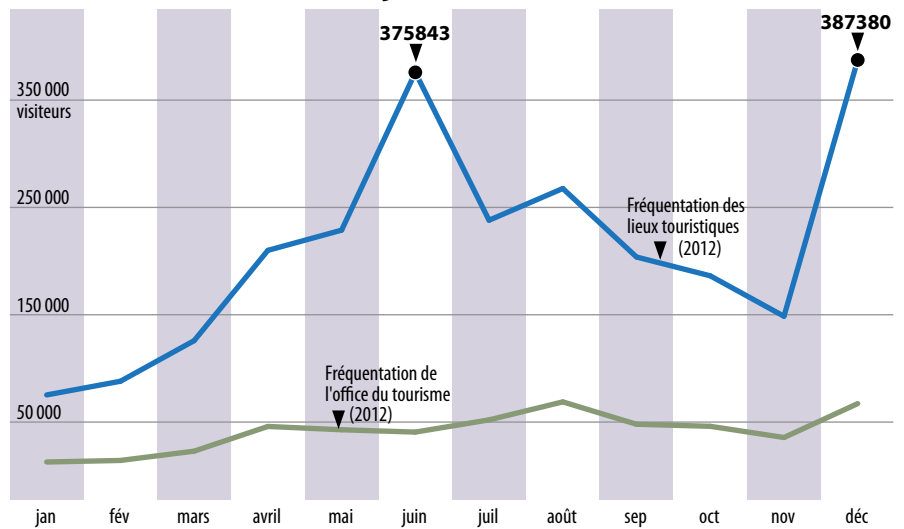
Quant au visiteur français, grandement majoritaire parmi les touristes, il dépense en moyenne 56 euros (par jour et par personne).

La majorité des touristes en visite à Strasbourg ont entre 35 et 49 ans. 43% viennent en couple et autant en famille. Si les touristes sont présents toute l'année, c'est bel et bien le marché de Noël qui attire les foules : plus de 1,7 millions de visiteurs sur les mois de novembre et décembre (voir ci-contre). La marque déposée « Strasbourg, Capitale de Noël » permet d'engranger un chiffre d'affaires de 250 millions d'euros, soit 78% du chiffre d'affaires globale réalisé par la ville en matière de tourisme sur l'année 2012.

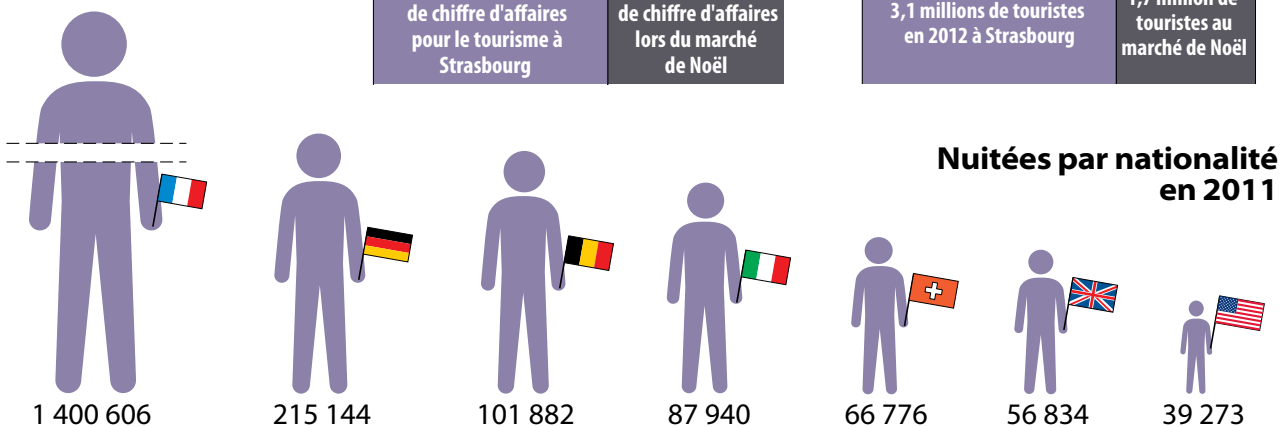
qui logent principalement dans les hôtels...



et affluent au mois de juin et décembre



Camille Guttin
Maxime Le Nagard



Nuitées par nationalité en 2011

Visite guidée

Tour d'horizon des neuf lieux les plus visités à Strasbourg en 2012.



La quadrature du swing

Prof de maths et danseur de Lindy Hop, Cédric Clerc est hyperactif. Un showman qui maintient l'attention des élèves en maniant l'humour.

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier

ENCADREMENT :
Pascal Bastien,
Catherine Daudenhan,
Daniel Muller,
Manuel Plantin,
Aymeric Robert

RÉDACTRICE EN CHEF :
Margaux Velikonja

ICONOGRAPHIE :
Gabriel Nédélec

RÉALISATION :
Aurélié Albert,
Thomas Arrighi,
Patxi Berhouet,
Quentin Chillou,
Lucie Debiolles,
Julia Ganansia,
Camille Guttin,
Gaëlle Henry,
Loïc Le Clerc,
Maxime Le Nagard,
Maxime Mainguet,
Gabriel Nédélec,
Gwladys Porraccia,
Martin Roux,
Renaud Toussaint,
Margaux Velikonja

PHOTO DE UNE :
Renaud Toussaint

INFOGRAPHIE :
Quentin Chillou,
Julia Ganansia,
Camille Guttin,
Gaëlle Henry,
Maxime Le Nagard,
Maxime Mainguet,
Gabriel Nédélec,
Renaud Toussaint

IMPRESSION :
Gyss, Obernai
ISSN en cours.



■ Le professeur participera aux championnats internationaux de Lindy Hop, cinq ans après avoir découvert cette danse.

Il y a comme un air de jazz dans la vie de Cédric Clerc, l'improvisation en moins. « *J'ai beau vivre seul, j'ai acheté un lave-vaisselle pour gagner du temps* », explique le prof de 27 ans aux multiples casquettes : mathématiques le jour et swing le reste du temps. Plus exactement le Lindy Hop, cette danse des années 1920 qui dérive du charleston. Cinq ans après l'avoir découverte à l'université, il l'enseigne chaque semaine dans son association Lindy Spot et se prépare pour des championnats internationaux.

« Enseigner : un jeu d'acteur »

« *Il a toujours eu trois ou quatre occupations. Quand je l'ai connu, il faisait de l'aïkido, du théâtre et donnait des cours de maths* », raconte Guillaume Miclo, pour décrire son pote « hyperactif » à tendance « pédagogie ». C'est Cédric Clerc qui lui a appris la valse pour son mariage. Depuis les années de fac à Mulhouse, les deux sont toujours réunis autour de leur groupe de rock Featuring Us. « *On devait jouer à 22h et il s'est pointé à 23h parce qu'il avait*

une pièce de théâtre avant », s'amuse Guillaume Miclo, se souvenant de leurs premiers concerts, lui à la batterie et Cédric Clerc à la guitare.

Dans la salle des profs, Cédric Clerc a tout juste le temps d'avalier un café et de photocopier le cours qui suit. Sweat à capuche et jean élimé, il n'y a guère que sa barbe pour indiquer son statut d'enseignant. « *Sabrina on t'a perdue où ?* » demande-t-il à une lycéenne de terminale scientifique, marquant une pause dans sa démonstration au tableau.

De l'avis général, « Monsieur Clerc » s'en sort bien. « *Il est cool, il apprend bien* », claironne même Lucas. Les recettes de l'enseignant semblent opérer sur ses élèves. « *Je fonctionne beaucoup sur l'humour. Enseigner, c'est un jeu d'acteur : être un showman pour ne pas montrer le jeune branleur que je suis !* »

Et showman, il l'est d'autant plus lorsqu'il conduit ses d'élèves de Lindy Hop au foyer Saint-Paul de Koenigshoffen. « *Upside down, surprise surprise, allez on y va !* » commande Cédric Clerc, nommant les pas que

ses élèves ont déjà reconnus : vingt paires de hanches et d'épaules s'actionnent sur une musique rétro. Les couples se forment autour de Cédric Clerc et Pauline Herr qui décortiquent des enchaînements en huit temps. De l'étudiante à la retraitée, les cavalières passent d'un danseur à l'autre. Pour Pascale Precheur, la quarantaine, élève avec cinq ans de swing dans les pattes : « *Quand on veut danser le Lindy, c'est lui.* »

Contrebasse et hip-hop

Le cours s'achève sur une démonstration que certains ne se lassent pas de filmer semaines après semaines. Lorsqu'il n'enseigne pas, il répète souvent à Grenoble avec Caroline Faivre, architecte, sa partenaire à la ville et à la scène, pour l'International Lindy Hop Championships du 22 au 26 août à Washington. Il a aussi commencé la contrebasse et parle avec les yeux brillants du jour où il aura le temps d'apprendre le hip-hop. Le prof reste avant tout un éternel élève.

Martin Roux